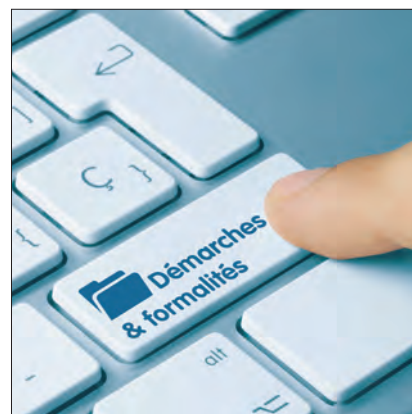


# Les nouveaux formalistes (dématérialisés ou pas)



*Acteur discret mais essentiel de la mécanique juridique, le formaliste assure la régularité des démarches légales qui jalonnent la vie des sociétés.*

*Rédaction d'actes, dépôt de documents, publication au registre du commerce : sa mission ne se limite pas à cocher des cases.*

*Elle garantit l'opposabilité des décisions sociales et leur validité formelle.*

*Dans un contexte de numérisation accélérée des procédures et de concentration des démarches au sein d'un guichet unique, la fonction évolue, se spécialise et gagne en visibilité.*

*Focus sur une profession en mutation.*

### Héritier du notariat, acteur de l'entreprise une fonction administrative devenue levier stratégique

La fonction de formaliste, bien qu'ancrée dans les rouages contemporains de l'entreprise, trouve ses origines dans le monde notarial. Dans les études, c'est souvent au formaliste qu'il revient de finaliser les actes signés : authentification, enregistrement, publication. Ce rôle exigeait déjà rigueur, connaissance des circuits et sens du détail. Avec le développement des formalités commerciales et la complexité croissante du droit des sociétés, cette fonction administrative a trouvé sa place dans les cabinets d'avocats, chez les experts comptables, puis au sein des directions juridiques. Aujourd'hui, le formaliste en droit des sociétés pilote l'ensemble des démarches juridiques des entreprises. Lorsque le monde des sociétés a gagné en complexité, la fonction a progressivement migré vers les cabinets spécialisés, puis au sein même des directions juridiques.

Aujourd'hui, le formaliste ne se contente plus de traiter un dossier de manière isolée. Il s'inscrit dans une logique de pilotage continu du formalisme juridique d'une

entreprise. Il assure une veille sur les échéances, anticipe les obligations à venir et coordonne les échanges avec les divers interlocuteurs institutionnels. Il est, en quelque sorte, le garant de la bonne traduction administrative des décisions de gestion.

Ce métier, encore peu visible en dehors du cercle des professionnels du droit, mobilise des compétences pluridisciplinaires. Il exige à la fois une bonne compréhension des mécanismes juridiques, une habitude des interfaces administratives et une capacité à gérer des flux d'information dans des délais souvent contraints.

### Des missions fondamentales dans la vie juridique des entreprises

Le cœur d'activité du formaliste repose sur une double compétence : celle de sécuriser les opérations juridiques sur le fond, et celle de rendre opposables les décisions sur la forme. Il n'agit pas seul mais en articulation étroite avec les juristes, avocats, notaires ou experts-comptables. C'est à lui que revient, en pratique, la tâche de mettre en musique la décision sociale prise par la gouvernance de l'entreprise.

#### Le guichet unique : une plateforme, plusieurs défis

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les entreprises ne peuvent plus passer par les centres de formalités (CFE) classiques. Toutes les démarches doivent transiter par le guichet unique électronique mis en place et géré par l'INPI, conformément à l'ordonnance n° 2021-1189 du 15 septembre 2021.

Ce portail unique centralise :

- les formalités de création, de modification ou de cessation d'activité ;
- les déclarations de bénéficiaires effectifs ;
- le dépôt des comptes annuels ;
- l'enregistrement des actes sous seing privé pour les sociétés commerciales.

En théorie, le système simplifie les démarches. En pratique, sa mise en œuvre a suscité de nombreuses interrogations. Les premiers mois ont été marqués par des difficultés techniques, une accessibilité inégale selon les navigateurs, et des critères de validation parfois obscurs.

Le formaliste doit donc redoubler de vigilance. La complétude des dossiers, la cohérence des informations, la précision des libellés : tout est scruté par un système automatisé, puis éventuellement revu par un agent instructeur. Le moindre défaut de forme ou d'ordre dans les documents peut entraîner des rejets, ce qui oblige à reprendre l'ensemble de la procédure.

Malgré ces contraintes, le guichet unique tend à s'imposer comme un levier de modernisation. Il offre une visibilité centralisée sur l'état d'avancement des démarches et réduit les délais de traitement une fois le dossier accepté. Mais il confirme aussi que le rôle du formaliste ne peut en aucun cas être automatisé. Il demande une compétence humaine irremplaçable, faite de méthode, de compréhension fine du droit, et de réactivité.

Les Echos  
Le Parisien

SERVICES

## TOUS **NOS SERVICES**

POUR FACILITER  
VOS DÉMARCHES ET FORMALITÉS



Publication de vos  
annonces légales



Gestion de vos  
formalités juridiques

Contactez notre équipe  
au 01 87 39 70 08  
ou prenez rendez-vous



Son spectre d'intervention couvre notamment :

- la constitution des sociétés, avec la préparation des statuts, des formulaires d'immatriculation, la publication légale et le dépôt des dossiers ;
- la modification des structures : changement de siège, nomination ou départ de dirigeants, transformation de la forme sociale, augmentation ou réduction de capital ;
- les formalités récurrentes : approbation annuelle des comptes, déclaration des bénéficiaires effectifs, dépôt des comptes, mise à jour des registres légaux ;
- les cessations d'activité : dissolution anticipée, liquidation, radiation, avec les formalités qui en découlent.

Il est également souvent en charge de la rédaction ou du contrôle des documents annexes (attestations, procurations, déclarations sur l'honneur), de la gestion des flux avec les greffes ou les administrations, et du suivi des rejets ou demandes de compléments. Cette chaîne opérationnelle, si elle n'est pas rigoureusement tenue, peut entraîner des conséquences juridiques notables : inopposabilité, nullité, sanctions pécuniaires. Il ne s'agit plus seulement d'une exécution procédurale, mais d'un maillon structurant de la conformité opérationnelle.

### Une montée en technicité avec la digitalisation des procédures

Les dernières années ont vu les formalités juridiques évoluer vers une dématérialisation presque intégrale. Cette mutation a profondément transformé les méthodes de travail du formaliste. Là où les dossiers étaient autrefois déposés physiquement au greffe, transmis par courrier ou portés à la main, tout passe désormais par des portails électroniques, des signatures numériques et des formats de fichiers normalisés.

Cette transition technologique exige une réelle capacité d'adaptation. Le formaliste moderne doit savoir manier les interfaces du guichet unique, vérifier la conformité des PDF, générer des formulaires en ligne et faire face à des contrôles de plus en plus automatisés. La moindre imprécision peut entraîner un rejet, un blocage de dossier, voire un refus d'immatriculation.

Mais cette évolution ne se limite pas à l'outil. Elle modifie en profondeur les logiques de travail. Les délais sont plus courts, les notifications plus rapides, et la traçabilité des échanges devient la norme. Le formalité n'est plus un simple traitement administratif : elle devient une composante de la gouvernance numérique de l'entreprise qui dispose aujourd'hui de ses outils et plateformes dédiées.

### Un rôle transversal au sein de la direction juridique

Le formaliste, parce qu'il intervient à la croisée des décisions stratégiques et de leur concrétisation administrative, devient un interlocuteur privilégié dans l'organisation juridique interne. Il joue un rôle clé dans la fiabilisation des informations transmises à l'extérieur (INPI, greffe, DGFIP, Urssaf, etc.) et dans la conformité documentaire attendue lors des audits ou contrôles.

Dans les opérations sensibles, fusions, restructurations, cessions, son rôle est critique. Il doit coordonner les étapes, vérifier la régularité des documents, s'assurer de la cohérence entre les pièces juridiques et les déclarations publiques. Il devient alors le garant de l'intégrité et de la conformité de la documentation sociale.

En parallèle, il est souvent amené à gérer les registres sociaux, à mettre à jour les mandats, à contrôler la régularité des décisions d'assemblée, et à dialoguer avec les directions financières et RH pour anticiper les effets juridiques de certains choix de gestion.

### Vers une reconnaissance accrue de la fonction

Longtemps perçu comme un exécutant administratif, le formaliste tend à être reconnu comme un technicien juridique à part entière, dont l'expertise est précieuse. Cette évolution s'accompagne d'un mouvement de professionnalisation : les formations spécifiques se multiplient, des logiciels dédiés sont développés, et les pratiques s'uniformisent.

Certaines grandes entreprises internalisent désormais un ou plusieurs formalistes à temps plein, là où auparavant la mission était confiée à un cabinet externe ou répartie entre plusieurs collaborateurs. À l'inverse, les cabinets spécialisés dans la gestion des formalités se structurent et proposent des services externalisés très qualifiés.

La question de la délégation, de la responsabilité et de la traçabilité prend également de l'importance. Le formalisme n'est plus un simple outil de régularité : il devient un levier de gouvernance et un indicateur de conformité. L'évolution des textes (directive DAC7, obligations en matière de transparence fiscale, intensification des contrôles sur les bénéficiaires effectifs) place la fonction au cœur des enjeux juridiques contemporains.

**Rédaction du Village de la Justice**

À LIRE SUR [WWW.VILLAGE-JUSTICE.COM](http://WWW.VILLAGE-JUSTICE.COM)



**Tout savoir sur les formalités des entreprises en 2024/2025 :  
la « saga » du guichet unique**

*Rédaction du Village de la Justice*



<https://www.village-justice.com/articles/formalites-des-entreprises-saga-guichet-unique,45332.html>



**Josselin Meunier, Directeur Général de LEXIGO :**  
**« Le Guichet Unique est un miroir grossissant des failles du système »**

**Quels sont les nouveaux enjeux pour les entreprises en matière de formalités ?**

Le paysage des formalités a été profondément bouleversé par la mise en place du Guichet Unique. Pensé comme une modernisation, il s'est révélé être un miroir grossissant des failles du système. Instabilité, délais, rejets : tout est plus visible, plus immédiat, moins pardonnable. Mais soyons justes : le Guichet Unique n'est pas la cause unique des difficultés que rencontrent les professionnels aujourd'hui, il en est la vitrine. Des dossiers incomplets, des pièces non conformes, des rejets par les greffes... ça existait bien avant le Guichet Unique. La différence ? L'automatisation amplifie l'erreur là où l'humain, avant, pouvait la compenser. Beaucoup espéraient que le numérique rendrait les formalités « simples ». Mais digitaliser une procédure ne la rend ni plus intelligente, ni plus tolérante. Elle exige au contraire encore plus de rigueur, plus d'anticipation, plus de maîtrise. C'est là que le rôle du formaliste devient central. Car avec ou sans Guichet Unique, la compétence juridique reste indispensable.

[www.lexigo.fr](http://www.lexigo.fr)

**Comment LEXIGO se positionne pour répondre à ces besoins ?**

Chez LEXIGO, nous croyons en un modèle hybride : la rigueur humaine alliée à une infrastructure numérique maîtrisée. Le tout-automatisé promet de la simplicité, mais oublie que chaque formalité engage une responsabilité juridique. Notre approche, c'est de remettre l'expertise au cœur du process. Concrètement, chaque dossier est audité, vérifié, structuré par un juriste avant tout dépôt. Ce travail invisible (audit et validation de pièces, analyse de cohérence, anticipation des rejets des Greffes), est ce qui fait la différence sur le terrain. Pour garantir fluidité, sécurité et traçabilité, nous avons développé en interne nos propres outils : systèmes d'alertes, de rappels, de suivi des échéances, et tableaux de bord partagés... Nos partenaires bénéficient d'une externalisation fluide, sécurisée, avec une méthode normée sans avoir à gérer l'opérationnel. L'avenir des formalités ne se joue pas dans les cases à cocher, ni dans l'IA seule. Il se construit à l'intersection de l'expertise humaine et de la fiabilité technique. Chez LEXIGO, nous assumons pleinement ce rôle de tiers de confiance : agile, structuré, engagé. Une nouvelle génération de formalistes émerge. Nous en traçons les contours. Pas à pas, mais avec méthode.

**Seyed Hosseini, expert Fintech & Legaltech :**  
**« Il faut une convergence progressive entre les acteurs de l'innovation du juridique et du financier »**

**Quel avenir pour les formalités légales ?**

Une question importante porte sur la dépendance au tarif réglementé des annonces légales, qui reste la principale source de revenus des legaltechs du secteur. Le risque majeur est la potentielle disparition de ce tarif réglementé, comme c'est déjà le cas dans de nombreux pays où l'information légale des entreprises est publiée gratuitement sur des sites institutionnels.

**Comment les acteurs du secteur peuvent-ils se positionner face à ces évolutions ?**

Les acteurs du secteur gagneraient à se positionner comme un véritable secrétariat juridique des sociétés, en élargissant progressivement leur chaîne de valeur. L'avenir réside, selon moi, dans la convergence progressive entre legaltech et fintech. Cette convergence permettrait, par exemple, de développer la tokenisation des actifs des sociétés non cotées, dont

les capitaux deviendraient ainsi plus liquides. Cette évolution serait également l'occasion de développer encore les modes de financement alternatifs, alors que la France reste très dépendante des établissements bancaires quand on la compare à l'Allemagne, où les entreprises peuvent plus facilement se financer entre elles.

Cette évolution est d'autant plus cruciale qu'elle soulève des enjeux de souveraineté. L'information économique des sociétés françaises – leur structure, leurs actionnaires – est une donnée hautement sensible qui constitue le cœur de l'information économique d'un pays notamment intégrée dans des outils dédiés au service des professions réglementées (expert-comptable, avocat, notaire). Si les acteurs français ne se structurent pas rapidement, des géants étrangers pourraient s'emparer de ce marché et exploiter ces données économiques sensibles.



**Laure de Vilmarest, directrice formalités de La Solution Formalités, et Chloé Blanchon, juriste spécialisée en droit des Sociétés et en droit des Contrats : « La conformité d'une entreprise ne doit rien au hasard : en coulisses, un formaliste a pensé à tout »**

### Qu'est-ce que l'émergence du Guichet Unique a changé dans le secteur des formalités ?

**Laure de Vilmarest :** L'émergence du Guichet Unique est un bouleversement pour les entreprises, et bien sûr pour notre activité, et il faut dire que sa mise en place par l'INPI a été difficile. Néanmoins, la plateforme du Guichet Unique fonctionne désormais beaucoup mieux, même si quelques bugs sont constatés ponctuellement, et les équipes de l'INPI sont très réactives et à l'écoute des propositions d'améliorations. Les formalités sont un domaine particulièrement changeant, où l'expertise et la veille réglementaire et juridique sont indispensables.

**Chloé Blanchon :** Les difficultés du Guichet Unique peuvent être très chronophages. Un exemple parmi d'autres a été, pendant un temps, le fonctionnement par lots pour certaines démarches, qui implique de vrais ralentissements, notamment pour les groupes avec un nombre important de filiales et d'établissements. Parmi les autres difficultés récurrentes, le registre SIRENE tenu par l'INSEE n'est souvent pas à jour, ce qui bloque les dossiers et exige de nombreux allers-retours. C'est quelque chose qui nous a beaucoup ralenti, mais nos clients sont évidemment heureux de ne pas avoir à gérer ces dysfonctionnements par eux-mêmes.

### Comment La Solution Formalités aide-t-elle concrètement les entreprises à se concentrer sur leur cœur de métier ?

**Laure de Vilmarest :** Notre offre est naturellement premium. Tous nos juristes sont experts avec une spécialisation en droit des affaires, j'étais moi-même avocate en droit des affaires. Nous gérons les formalités pour des directions juridiques, mais aussi, en raison de notre expertise dans ce domaine, pour des cabinets d'avocats et des notaires qui nous confient la réalisation des formalités juridiques pour leurs propres clients. Nous avons à cœur d'entretenir une relation privilégiée en offrant un accès direct, et en les aidant à identifier leurs besoins, présents et à venir. Nous pouvons par exemple les informer sur les options de confidentialité de dépôts des comptes annuels et, de manière générale, les accompagner pour leur simplifier au maximum les formalités.

**Chloé Blanchon :** De nombreux clients nous contactent parce qu'ils ont essayé en amont de s'occuper eux-mêmes de leurs formalités mais n'ont pas réussi.

Parce qu'ils constatent la qualité de notre travail, ils nous en confient progressivement de plus en plus, ou, lorsqu'il s'agit d'un grand groupe, nous confient toutes leurs filiales. Nous proposons également d'aller plus loin, notamment en vérifiant avec nos clients s'ils sont à jour de toutes leurs obligations réglementaires. Les conséquences de formalités mal gérées peuvent en effet être graves : radiation d'office pour des bénéficiaires effectifs non identifiés, pénalités financières pour un retard d'enregistrement d'un acte auprès des impôts, ou un retard dans le dépôt des comptes annuels, ou encore la nécessité de procéder à des régularisations successives qui sont longues, fastidieuses, et coûteuses.

### Dans ce domaine des formalités, pourquoi l'expertise reste-t-elle indispensable ?

**Laure de Vilmarest :** Les complexités des procédures administratives sont énormes en France, et l'expertise fait toute la différence pour que les entreprises ne perdent pas une énergie et un temps précieux pour leur activité. De plus, notre positionnement nous permet de participer à des démarches collectives, au travers notamment de l'association ePacte, afin d'interagir avec les pouvoirs publics et de pouvoir proposer des évolutions sur les outils digitaux ou sur des points juridiques. L'un des exemples les plus récents est la mention des adresses des dirigeants sur le Kbis, qui a pu mettre en danger certains dirigeants d'entreprises, notamment du secteur des cryptomonnaies, parce que leurs enlèvements ou tentatives d'enlèvement en ont été facilitées. Nous avons donc proposé que l'adresse ne soit plus rendue publique.

**Chloé Blanchon :** Les évolutions jurisprudentielles et réglementaires sont constantes et il faut s'adapter en permanence. Un autre enjeu tient aux particularités locales des greffes qui n'appliquent pas tous les règles de la même manière, certains de manière stricte, d'autres non, quand d'autres enfin peuvent les interpréter de manière très particulière. Il est très difficile pour les entreprises d'être à jour sur ces changements et ces spécificités, et les risques sont réels, entre facturations répétées pour plusieurs démarches, ou risque de mise en échec d'une opération importante parce qu'une démarche n'a pas abouti dans les temps.



### JANQUOR

142 rue de Rivoli  
75001 Paris  
Mail : [contact@janquor.fr](mailto:contact@janquor.fr)  
Site Web : [www.janquor.fr](http://www.janquor.fr)

JANQUOR propose une externalisation fiable et humaine du back-office administratif, juridique et financier.

Formalités légales (création, modifications statutaires, dépôts, RBE...), suivi financier, coordination avec les organismes : nous accompagnons directions juridiques, professions libérales et dirigeants de PME avec rigueur, réactivité et une adaptation aux outils et contraintes propres à chaque structure.

## LEGAL FORMAL

### LEGAL FORMAL

61 rue de Lyon  
75012 Paris  
Tél. : 09 77 86 11 96  
Mail : [contact@legalformal.fr](mailto:contact@legalformal.fr)  
Site Web : [www.legalformal.fr](http://www.legalformal.fr)

Société à taille humaine dédiée à la réalisation de formalités juridiques et administratives, LEGAL FORMAL accompagne les professionnels de tout domaine avec un suivi personnalisé et réactif. Immatriculations, modifications, dépôts d'actes et autres formalités juridiques sont traités avec rigueur, transparence et tarifs compétitifs, pour sécuriser vos projets, simplifier vos obligations et instaurer une relation de confiance durable avec chaque client. Contactez-nous pour en savoir plus !



### ML FORMALITÉS

38000 Grenoble  
Madame Mélodie Léonard  
Tél. : 06 71 01 33 54  
Mail : [contact@mlformalites.fr](mailto:contact@mlformalites.fr)  
Site Web : <https://mlformalites.fr/>

Après plusieurs années en tant que juriste au RCS en charge du contrôle des formalités, j'ai décidé de créer mon cabinet de formaliste afin de décharger les professionnels du droit et du chiffre.

MLFormalités offre un accompagnement sur mesure dans ces différentes démarches, que ce soit pour une immatriculation ou une modification, votre dossier fait l'objet d'un audit complet afin de s'assurer de sa conformité.

Le rôle de MLFormalités est de vérifier la cohérence de la formalité, s'assurer qu'elle est conforme, anticiper les complications et que votre dossier soit validé par le greffe sans encombre.

**10% de remise en indiquant le code JM J2425**  
Valable pour toute formation suivie en 2024 et 2025

**anaxiaconseil**  
personal data protection

Découvrez nos formations de **DATA PROTECTION OFFICER**

- ✓ Formations en présentiel ou e-learning
- ✓ Formations de DPO, de référents ou parcours complet de préparation à la certification DPO
- ✓ Formations «inter» ou «intra»

Des centaines de CIL, DPO et référents formés depuis 2009

Formation à la protection des données à caractère personnel

**apave**  
Certification

[www.anaxia-conseil.fr](http://www.anaxia-conseil.fr) • [formation@anaxia-conseil.fr](mailto:formation@anaxia-conseil.fr) • 06 33 15 81 83

# Annonces et Formalités Légales

Le Village de la Justice  
vous accompagne en ligne



Découvrez notre meilleure offre du moment en visitant la page ci-dessous :

[www.village-justice.com/AL](http://www.village-justice.com/AL)





**Yannick Couturier,**  
**président et fondateur de Juriactes : « notre solution simplifie  
les formalités pour les professionnels du droit »**

**Pourquoi créer une place de marché pour les formalités ?**

Initialement, Juriactes est un logiciel de secrétariat juridique qui a vocation à permettre à nos utilisateurs – experts-comptables, juristes d'entreprises, avocats en droit des affaires — de gagner du temps et de la productivité sur la rédaction de leurs actes juridiques et de sécuriser cette production. Nous avons ensuite connecté des outils de signature électronique et rendu possible la récupération des données permanentes. Avec l'idée de compléter ces services, nous avons créé le Guichet Juridique. Nos utilisateurs peuvent désormais faire appel aux compétences de formalistes professionnels indépendants pour réaliser des formalités.

**Concrètement, comment fonctionne le Guichet Juridique pour un professionnel ?**

Lorsqu'un expert-comptable, un avocat ou un juriste, rédige un acte, il a, par exemple, une constitution à faire, et bien, il peut passer commande de cette formalité sur Le Guichet Juridique. Il va alors envoyer un appel d'offres sur la plateforme et, en quelques heures en général, sera notifié de plusieurs devis de formalistes

partenaires du réseau. Il choisit celui qui lui convient. L'avantage de ce système-là est d'avoir affaire à un formaliste professionnel et de bénéficier en outre d'une transmission de données extrêmement simple grâce à notre plateforme. En plus d'un tarif hyper compétitif et d'une garantie de résultat dès lors que le formaliste a accepté la mission, puisqu'il s'engage à gérer la formalité jusqu'à ce qu'elle soit réalisée, et ce même en cas de rejet du Greffe ce qui, tout le monde le sait, peut arriver pour des raisons parfois imprévisibles depuis l'avènement du Guichet Unique de l'INPI.

**Pourquoi réserver le Guichet Juridique aux professions juridiques ?**

Nous souhaitons simplifier les formalités pour les professionnels du droit, et non rentrer dans une démarche *low-cost* comme de nombreuses legaltech le font déjà. Les formalistes qui répondent aux appels d'offres de nos clients ont des années voire des dizaines d'années d'expérience et nous souhaitons rester dans cette démarche de qualité.

[www.guichet-juridique.fr](http://www.guichet-juridique.fr)

**Dusan Jacimovic, Directeur des Formalités et DGA du pôle Les Echos Le Parisien Services :**  
**« Il faut proposer des solutions fiables, rapides et innovantes »**

**Quel avenir pour les formalités légales ?**

Le secteur des formalités légales a vu émerger des plateformes qui ont bouleversé les pratiques. Cette évolution s'est accompagnée du tournant majeur qu'est la migration du 100 % papier vers le tout numérique, et ce en très peu d'années. Ces dynamiques se sont encore accélérées depuis la crise du COVID, avec une nouvelle génération d'acteurs innovants qui ont dynamisé un univers plutôt conservateur.

La complexification croissante des obligations légales oblige les acteurs de ce métier à s'adapter pour proposer des solutions fiables et rapides. Les professionnels de ce secteur deviennent peu à peu de véritables agents de la conformité juridique.

**Comment les acteurs du secteur se positionnent-ils face à ces évolutions ?**

Alors que chaque acteur réalisait une partie spécifique des prestations, l'objectif est désormais de proposer

une offre de services la plus large possible. Cette stratégie passe par le développement de solutions internes et/ou la conclusion de partenariats stratégiques, combinant les outils, la production de contenus pratiques et le service. L'accent est mis sur l'automatisation des tâches répétitives et le développement de plateformes de service permettant d'accéder à différentes fonctionnalités sur tout ou partie de la chaîne de valeur du corporate – aide à la production de contenu, organisation des AG, réalisation des formalités, consignation des PV dans des registres légaux numérisés. Les innovations technologiques permettent aujourd'hui d'envisager des solutions que l'on n'aurait peut-être pas imaginées il y a 3 ou 4 ans.

Nous devons rester attentifs à l'évolution des besoins de nos clients et à la valeur réellement perçue des solutions proposées. La clé du succès réside largement dans la capacité à proposer des solutions fiables, rapides et innovantes tout en nous adaptant aux évolutions telles que le passage au Guichet Unique en 2025.

# JuriShop FR

Édition, conseils externes (avocats, CPI, etc.), logiciels, formation, legaltech, revues et banques de données juridiques, informatique, bureautique, costumes d'audience, services, journaux d'annonces légales...



Tous les fournisseurs  
des métiers du droit  
sont là !

